

Bolivie: Evo installe un cabinet plurinational

09-02-2009

Entre les nouveaux ministères, celui des Autonomies aura un rôle important dans les changements de l'État contemplés dans la nouvelle Constitution. L'opposition demande des "signaux" clairs pour la réconciliation. En consonance avec la nouvelle Constitution, le président Evo Morales a signé un décret pour instituer le "Pouvoir exécutif Plurinational". Il passe de 17 ministères à 20, dont celui des Autonomies, qui aura beaucoup d'incidence sur les transformations de l'État avalisées par les boliviens lors du référendum du 25 janvier dernier. "Nous devons commencer à tout changer si nous voulons changer la Bolivie. Ce changement commence par le président, le vice-président, suivis par vous. Ici nous ne venons pas pour figurer, ici nous venons à travailler. Nous ne sommes pas ici pour l'argent mais pour la patrie", a dit Morales lors de l'installation des ministres, certains remplacés, d'autres déplacés. De son côté, l'opposition dans les départements de la Demie-lune a demandé au gouvernement national des "signaux" clairs pour avancer dans la réconciliation qui permettra d'appliquer la nouvelle Constitution sans obstacles dans toute la Bolivie. A travers du décret 29 894, Morales a créé trois ministères : celui des Autonomies, celui des Cultures et celui de la Transparence et Lutte contre la Corruption. La pomme de terre la plus chaude est dans le Ministère des Autonomies, qui devra négocier l'application de la nouvelle Constitution dans les autoproclamés départements "autonomes" et avec des statuts approuvés : Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija. Leurs préfets, plus celle de Chuquisaca, Savina Cuéllar, ont avancé qu'ils n'obéiront pas tant qu'il ne respecte pas les autonomies comme elles ont été acceptées par les populations dans les référendums départementaux de 2008, effectués en marge du Congrès et du Pouvoir Exécutif.

Le travail ne manquera pas dans le Ministère de la Transparence et de la Lutte contre la Corruption, au point que Morales a admis que la mauvaise foi de plusieurs fonctionnaires est la principale épine dans le gouvernement du Mouvement au Socialisme (MAS). La semaine dernière, le président a écarté le président de Gisements Pétrolières Fiscaux de Bolivie (YPFB), Santos Ramirez, accusé de affaires frauduleuses dans l'adjudication d'une oeuvre publique. Jusqu'à ce moment, Ramirez sonnait comme possible candidat à vice-président avec Morales en décembre 2009. "Nous devons décoloniser cet État colonial. Un des thèmes centraux est celui de la corruption : aucun corrompu ne sera pardonné, qu'il soit masiste ou non. Tous les corrompus doivent aller en prison, qu'ils soient des familiers ou non", a-t-il dit en allusion au cas d'YPFB. En charge du Ministère de la Transparence Institutionnelle et de la Lutte Contre la Corruption Publique a été nommée l'avocat Nardi Sucho.

Dans le Ministère des Autonomies, Morales a désigné Carlos Romarin, qui était jusqu'alors ministre du Développement Rural. Comme constituant en 2006-2007 et comme ministre en 2008, Romarin a été articulisateur d'accords avec les partis de droite dans l'Assemblée Constituante, dans le dialogue de Cochabamba et dans les modifications au Congrès qui ont permis d'envoyer au référendum populaire la Constitution récemment entrée en vigueur. Le politologue Pablo Groux a été nommé ministre des Cultures. Jusqu'à samedi il était vice-ministre des Cultures, dépendant du Ministère de l'Éducation.

L'indigène Calixto Chipana est maintenant en charge du Ministère du Travail, en remplacement d'Oscar Coca, qui a assumé hier comme ministre des Hydrocarbures.

La député quechua Julia Ramos, membre de la Confédération des Femmes Paysannes Bartolina Sisa, est la nouvelle ministre du Développement Rural et des Terres, poste qu'occupait Romero. Dans le reste des ministères, il y a eu des changements de vice-ministres et de ministres. "Ceci est l'État plurinational. Nous avons des ex professeurs, des ex conseillers syndicaux, des ex dirigeants paysans, des intellectuels, des représentants quechuas et aymaras, de classes moyennes et de ce qui est appelés des métis créoles qui conseillent le mouvement indigène", a dit Morales lors du serment. Hier soir, le cabinet Plurinational s'est réuni pour la première fois. Sebastian Ochoa, Pagina/12, 08 février 2009. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-119727-2009-02-09.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>